

Mardi 3 mars, 18H, place Jean Jaurès, Tours, rassemblement de soutien aux grévistes en Outre Mer, à l'appel de SUD/SOLIDAIRES, ATTAC 37, Alternative Libertaire.

Samedi 7 mars et dimanche 8 mars, Sans Canal fixe est un collectif de réalisateurs qui a choisi de renouer avec une tradition de cinéastes-artisans face à l'industrie cinématographique.

Les moyens de production, les actions d'éducation à l'image, la diffusion, la réalisation de film et la programmation sont envisagés comme un tout et sont indissociables d'une réflexion sur le cinéma et plus particulièrement sur le cinéma documentaire. **Samedi 7 mars, concerts**, 19H30, 3 euro :

Polémix et la voix OFF, Poney Club, Camping Car, Rubin Steiner.

Dimanche 8 mars, films, 14H30, 2 euro.

Salle Paul Bert, à Tours.

Jeudi 19 mars, 9H30, place de la liberté, à Tours, manifestation unitaire de toutes les organisations syndicales départementales contre la politique du gouvernement. Appels à la grève dans le public et dans le privé. Comme en Outre Mer ? Vers la grève générale ? A vous de décider ! Prise de parole en fin de manif place Jean Jaurès ? Sont pour : SUD/SOLIDAIRES, FO, FSU. Plutôt contre : CGT... En négo actuellement...

Rédaction : Marianne Ménager, Eric Sionneau. **Assistance technique**: Jean-Michel Surget . **Diffusion** : Jean-Luc Thouraine.

Le canard est à votre disposition à Tours dans les bars suivants : au Donald's pub, Buck Mulligan's, Serpent volant, Le Bergerac, Au Petit Soleil, Shamrock, Le Temps des rois, le Boatman (anciennement l'atelier BD), le Sherlock Homes, les Frères Berthom, le Mc Cool's, On le trouve aussi aux Studios.

Vous pouvez nous écrire à « Demain Le Grand Soir » Radio Béton 90, Maginot 37100 Tours ou sur demainlegrandsoir@gmail.com
N'hésitez pas, si vous avez des infos à faire passer à l'antenne.

Vous pouvez également recevoir le canard chez vous en nous envoyant une enveloppe timbrée libellée à vos noms et adresse, nous soutenir en envoyant des ramettes de papier.

[POUR NOUS RETROUVER EN LIGNE : DES DOSSIERS, DES VIDEOS, DES EMISSIONS, DE LA MUSIQUE, ETC...](http://www.demainlegrandsoir.org)

<http://www.demainlegrandsoir.org>

Nous remercions : le groupe de Liaison des Anarcho-sindicalistes, le collectif contre la venue du Pape à Tours, SUD-PTT, le groupe Eugène Bizeau des Libres Penseurs de Touraine qui nous ont soutenus.

DEMAIN la chronique
LE GRAND SOIR



Mars
2009
n 39

Supplément papier de l'émission diffusée tous les mercredis de 19h à 20h sur Radio Béton 93.6 et sur www.radiobeton.com. Rediffusion tous les lundis de 10h à 11h.

Il y eut un silence qui s'étendit très loin, jusqu'au fond des ruelles boueuses. Le vent s'était arrêté de souffler. La misère du monde était au bout de son destin.

Albert Camus « Les hommes oubliés de Dieu ».

IRRESPONSABLE !

Les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or, une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain. C'est pour cette raison que je souhaite développer le crédit hypothécaire pour les ménages et que l'État intervienne pour garantir l'accès au crédit des personnes malades ». De qui provient ce tissu de conneries ? Du petit Nicolas, dit « la talonnette », élu par plus de 53 % de Français mus par la peur, la médiocrité, le fatalisme, la fainéantise intellectuelle, le culte du bon sens, l'amour de soi et du capital...

Le même Nicolas, changeant totalement de discours quelques mois après, feignant de s'apercevoir que le capitalisme avait parfois un goût amer, essaie de nous vendre aujourd'hui son nouveau concept : celui d'un capitalisme vertueux. Parallèlement, il donne aux banques françaises 20 milliards d'euros sans aucun contrôle. Tout au plus, a-t-il nommé un médiateur qui est censé vérifier si tout se passe correctement. Le but de la manœuvre étant que les banques ne coupent pas le crédit aux entreprises. Or, c'est précisément ce qui est en train de se passer : des milliers de PME n'ont plus assez de trésorerie pour maintenir leur activité et les banques leur ont fermé leurs coffres.. Les banques se fichent du médiateur, les banques se fichent de nous.. Sarkozy 1er se fiche de nous...

L'affreux dénonçait, avec son ami Chérèque, le leader de la CDFT, en décembre 2008, les syndicalistes de SUD Rail, en les traitant d'irresponsables. Mais qui sont les véritables irresponsables : Des syndicalistes qui font leur travail en défendant les salariés ou des gouvernants qui pillent la nation et donnent aux accapareurs le bien public ?

E.S.

Dans la soirée du 10 décembre 2008, le couvent des minimes, à La Riche, est parti en fumée.

La fière bâtisse, datant du XVIème siècle n'a pas résisté à un violent incendie qui intervient, comme par «miracle» quelques jours avant la signature d'un acte de vente au profit de l'ordre des minimes. La police soupçonne la responsabilité de squatteurs.. Une explication un peu trop simple pour une affaire bien compliquée...

Le couvent des minimes était ce grand bâtiment, appartenant au CHU de Tours, qui hébergeait un tas de fatras, dont quelques vieilles archives de l'hôpital. Coincé entre quelques habitations, des jardins ouvriers et une grande surface, il était entouré d'un mur d'enceinte et on ne pouvait le découvrir dans son ensemble qu'en suivant la voie rapide, le long du Cher.

Laissé à l'abandon

Le bâtiment était laissé à l'abandon depuis de très nombreuses années. Le maire de La Riche avait des projets (et voulait y faire valoir son droit de préemption). Mais ces derniers (d'ordre culturels ?) étaient vagues, non formalisés et pour ainsi dire opaques. Le maire de La Riche jouait son cachottier dans cette affaire... De toute façon, ni la mairie, ni le CHU, n'ont fait en sorte d'entretenir ce bâtiment.

Lorsque les autorités s'y sont finalement intéressées, un bras de fer a opposé la mairie de La Riche et le CHU. Tout cela s'est traduit par un échec de la première et la victoire d'un autre interlocuteur, l'ordre des minimes qui, pour 400 000 euros, s'est vu attribuer un bâtiment qui lui avait été confisqué par la révolution... 400 000 euros, me direz vous, c'était peu pour une bâtisse de cet ordre (et le terrain qui va avec). D'un autre coté, les travaux de réhabilitation étaient extrêmement onéreux.

Le projet des curés était d'en faire un lieu « ouvert » mais culturel, avec l'établissement d'une petite communauté à l'intérieur.

Vient se rajouter, un troisième larron, qui aurait bien aussi récupéré le couvent. Un investisseur immobilier avec comme projet une résidence de luxe. Avec l'idée qui recourent les divers projets, de supprimer les jardins ouvriers attenants...



Et soudain, un incendie...

La destruction partielle de l'édifice vient à point nommé : d'une part, elle redistribue les cartes, d'autre part, elle peut offrir à tel ou tel intervenant la possibilité finale de récupérer le lieu à prix modique. En effet, la ruine totale que se dresse maintenant dans ce coin là de La Riche n'est plus négociable au prix défini. On peut donc se poser légitimement la question suivante : est-ce que les prétendus « squatteurs responsables de l'incendie » n'auraient pas le dos large ?

Bien sûr, la police enquête... Il n'empêche, les enjeux financiers liés à cette affaire sont loin d'être négligeables. De là à imaginer que les événements auraient été quelque peu « aidés »...

Le week-end, on s'est tous rendus à Quimper. Des manifestants, habitants de Plogoff, passaient en jugement pour « fait de rébellion ». La ville était en état de siège. Des milliers de protestataires y affluaient de partout. Les militants Bretons avaient jeté dans le canal qui bordait le palais de justice des dizaines de grandes bûches afin que, si des manifestants s'y étaient retrouvés projetés, il n'y ait pas de noyades.

Nous arrivâmes le matin, On avait quelques cocktails Molotov avec nous mais la ville grouillait de flics. On a abandonné nos engins dans le jardin de l'évêché, pensant pourvoir les récupérer après, mais ça a été un tel bordel par la suite qu'ils y sont restés et que la presse a fait ses choux gras de cette trouvaille faite dans les jours qui suivirent...

La tension était vive. Là, on eu droit aux CRS... La majorité des manifestants ne souhaitait pas la confrontation directe.

De plus, les rues étaient étroites et le canal représentait un vrai danger. Mais la baston a démarré tout de même, en milieu d'après midi. Les pavés sont venus dans notre dos et les CRS n'ont pas mis longtemps à inonder la ville de lacrymo. Ca a été une belle confusion... On se marchait dessus en se repliant... Les keufs se sont mis à avancer alors. En carré, au pas,



tapant sur leurs boucliers pour marteler leur parcours. On s'est alors repris... Il y avait des chiottes publiques non loin de là. On a arraché les bidets et on s'est mis à charger les flics par groupes compacts. Certains avaient des cocktails Molotov, d'autres des pavés. Les flics tiraient sur nous à tir tendus (formellement interdit dans leurs manuels !). Nous on chopait la grenade par le bidet... Et ça neutralisait le tir... Les flics en restaient pantois... Ca a duré 2 bonnes heures le bazar.. On chargeait sur les ponts. Les flics reculaient dans un premier temps et rechargeaient tout de suite après... Comme un grand ressac... Tout s'est calmé soudainement... Les inculpés sont sortis sur les marches du palais. Ils ont annoncé qu'ils étaient relaxés... On était content...

On est rentré à Plogoff le soir... Un nouveau Fest-noz pour fêter les événements... Puis on est rentré en Touraine, la nuit, en siphonnant toujours les réservoirs des voitures des services publics...

Dans ces années là, on avait des joies simples, rebelles et humaines... Les années 80...

Nous avons convoqué une AG à la fac, Les Trotskystes (de l'OCI) qui tenaient le syndicat (MAS-LE) avaient été impressionnés... Il y avait une centaine de personnes qui s'étaient déplacées pour nous entendre dénoncer ce qui se passait à cette époque, à Plogoff, près de la pointe du raz. Les autorités giscardiennes avaient décidé de construire une centrale nucléaire au bord des falaises, en pleine nature, au mépris de l'avis des populations locales et des dangers potentiels qui accompagnaient une telle aventure, A l'issue de l'AG, on avait décidé d'aller faire un tour sur place.

On avait organisé des covoiturages. Je m'étais retrouvé avec un pote et une copine et on était partis de nuit. Comme on n'avait pas de tune, on s'arrêtait dans les villes que nous traversions à la recherche de véhicules appartenant à des services publics (Poste, Edf, etc) et on siphonnait les réservoirs, Les bouchons d'essence n'étaient pas toujours verrouillés ou s'ouvraient très facilement... Le siphonage était une technique facile à utiliser et demandait un minimum d'attention afin de ne pas se prendre une dose d'essence... Le voyage ne nous a rien coûté...

Arrivés à Plogoff, tout le pays était sur le pied de guerre. De nombreux véhicules de gendarmes mobiles se tenaient tapis le long des routes et à proximité du village où avait été installée une caravane qui tenait lieu de secrétariat à l'enquête d'utilité publique. Enquête rendue obligatoire par les textes mais, de fait, ne servant à rien si ce n'est qu'à endormir les gogos,,

On avait été reçu par les bretons de façon très fraternelle... On avait eu droit au fest-noz le soir... On s'était adapté... On avait pieuté dans le garage d'un pêcheur/paysan du bourg. On s'était retrouvé à une cinquantaine par terre... Nous étions tous enchevêtrés... Durant la courte nuit, mes doigts avaient joué avec les cheveux d'une fille...

Le lendemain, dans l'après midi, on s'était tous dirigés à l'orée du village. La caravane d'utilité publique ouvrait son show... La manœuvre consistait à empêcher qui que ce soit d'y pénétrer, Seulement, le hic, c'était qu'il y avait un cordon de gendarmes mobiles pour la protéger... On restait donc plusieurs heures, compact, à insulter et à titiller la poulailler. Il y avait des jeunes urbains comme moi, des vieux marins et des vieilles femmes de marins. Ca y allait fort ! Certains gendarmes craquaient... Les plus jeunes... Ils commençaient par balbutier, puis se mettaient à blanchir... Ils tremblaient alors un peu... Sorti du rang, immédiatement, un ancien prenait sa place... Là, celui-ci était blindé, tout comme son véhicule... On pouvait toujours essayer de l'amadouer... Il n'attendait plus que le signal pour se lâcher... Et le signal venait ! Toujours à la même heure : 17 heures... La caravane fermait et les cailloux, lisier de fumier et autres joyeusetés commençaient à pleuvoir. Le plus étonnant c'était que lorsque les affrontements commençaient, aucun des deux camps ne reculait. C'était comme si les combats dessinés dans Astérix se matérialisaient ici, à la pointe de la Bretagne. Les vieux bretons, surtout, ne pliaient pas... Les gendarmes mobiles semblaient débordés malgré leur hargne et leur haine... Et puis, sous le jet des trop nombreuses lacrymos, on commençait à se replier... A regret... Le lendemain, on remettait ça, avec le même entrain... Un vraie leçon de «démocratie participative»...

Une petite bonne femme (qui n'a pas lu que David Douillet toucherait 32 000€ euros pas mois d'indemnités et Bernadette 140000 € pour ses menues dépenses de la fondation « pièces jaunes », sans compter les « tout un tas » d'avantages en nature) : « Je n'ai pas de travail alors j'ai collecté des pièces jaunes pour les enfants hospitalisés, j'ai pas pu les déposer hier, à la Poste de Bourgueil, y'avait trop de monde... quand je suis sortie, j'avais une amende de 175 euros sur le pare-brise de ma voiture... j'ai pas fait attention, je m'étais garée sur la place pour handicapés... Il faut dire qu'il y a juste un panneau, pas de marquage au sol... Je n'avais pas vu... 175 euros, c'est le montant de mon RMI ! Alors je suis allée à la gendarmerie, pour leur expliquer... Je leur ai demandé ce que j'allais manger ... Il m'ont répondu qu'eux, ils savaient : à midi, ils se faisaient des grillades avec un rire bien gras... 175 euros, c'est le montant de mon RMI... », 17% d'un SMIC, le millième d'une goutte d'eau dans l'océan du PDG de Total.

.M.M.

FAIT DIVERS ?

A Marciac, dans le Gers, on se souvient de ce 19 novembre 2008. Ce jour là, des gendarmes et leurs molosses ont fait irruption dans les classes du collège pour une action antidrogue. Aux ordres ! Il fallait rester silencieux, se laisser faire, même quand les chiens bavaient et frôlaient les ados de leur mâchoire, même si les mains d'un officier de gendarmerie s'égarait dans les sous-vêtements d'une jeune fille, même si les enseignants étaient priés de se taire, même si la terreur régnait.

Février 2009 : on renouvelle l'opération à Arthez-de-Béarn, dans les Pyrénées atlantiques avec un peu plus de distance pour alerter la chronique sans la défrayer. Les collégiens sont examinés à la sortie du bus sous l'œil inquiet des plus jeunes. « Tout s'est bien passé » selon les autorités qui prétendent agir par « mesure de prévention ». « Les élèves sont traumatisés » selon les parents. Mais l'impact psychologique et ses séquelles sont invisibles...

On tenterait de légitimer ce type d'intervention jusqu'à ce qu'elle devienne banale qu'on ne s'y prendrait pas mieux. On comprend vite, aussi, que des mineurs peuvent être présumés coupables avant d'être innocents. On craint que l'instauration de « la peur du gendarme » ne recèle les « gendarmes de la peur » qui se présentent bien armés à l'entrée des écoles mais dont on entend peu parler à la porte des dealers opulents qui vendraient n'importe quelle daube à un bambin de maternelle. Stupéfiant...

M.M.

SOUTIEN AUX ANTILLES

Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire (...). Jamais il ne s'élance vers l'avenir (...). Dans cet univers où la nature commande tout (...), il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès (...). Le colonisateur est venu, il a pris, il s'est servi, il a exploité, il a pillé des ressources, des richesses qui ne lui appartenaient pas. Il a dépouillé le colonisé de sa personnalité, de sa liberté, de sa terre, du fruit de son travail.

Il a pris mais je veux dire avec respect qu'il a aussi donné. Il a construit des ponts, des routes, des hôpitaux, des dispensaires, des écoles. Il a rendu fécondes des terres vierges, il a donné sa peine, son travail, son savoir. Je veux le dire ici, tous les colons n'étaient pas des voleurs, tous les colons n'étaient pas des exploités »

Dès octobre 2008, les commandes ont baissé de façon importante. Le sacro saint « flux tendu » a été brisé et les stocks ne se sont plus écoulés. La situation n'a fait qu'empirer pour arriver à l'extrême : en décembre 2008, une seule semaine de production était assurée.

Face à cela, la direction de l'usine n'a pas eu d'état d'âme et a tranché dans l'os : elle a imposé des jours de chômage à tout les salariés (hormis aux cadres et aux agents de maîtrise) qui ont cumulé à 9 jours en décembre. L'usine n'a tourné qu'à 30 % jusqu'à la mi décembre, puis a été totalement fermée jusqu'au début janvier.

On a poussé aussi les travailleurs à vider leur compte épargne temps et a déposer des jours de congés pour limiter la casse.

De plus la direction impose aux travailleurs la prise de leur cinquième semaine de congés payés entre février et mars 2009 (elle décidera précisément de la date dans les semaines à venir). Et pourtant, celle-ci avait été beaucoup plus pondérée au cours des réunions du comité d'entreprise et avait fait des promesses indiquant qu'elle était ouverte à la négociation sur la mise en pratique de mesures exceptionnelles pour faire face à la conjoncture. Promesses qui n'ont pas été tenues.

Les « têtes pensantes » du groupe Michelin estiment qu'en avril 2009, « les choses vont aller mieux ». Elles ont décidé, en attendant cette embellie, de fermer l'usine tous les vendredis.

« Michelin touchera au niveau national 7 00000 euros pour financer ces périodes de chômage technique, soit 2,13 euros par heure chômée. Contrairement à 1993, où nous avons connue des situations similaires, cette fois-ci aucune redistribution ne sera faite en faveur des salariés. Par contre, chaque actionnaire bénéficiera de 1,66 euros de cette manne par action ! » Déclare amèrement Olivier Coutant, délégué syndical SUD à Michelin.

88000 heures de chômage technique

Dans un premier temps, 88000 heures de chômage technique ont été demandées par l'usine de Joué les Tours à la direction du travail. La plupart d'entre elles vont lui être accordées. Pour le début 2009, cette même direction du travail annonce 250 000 heures demandées par les entreprises du département ! Il faut bien se rendre compte qu'en dehors des grands foyers industriels secoués par la crise (Michelin, SKF, Hutchinson, Safety, etc), les sous traitants directs (transporteurs, équipementiers, tiers services, intérim) trinquent directement. Pour beaucoup, l'essentiel de leur chiffres d'affaires provient des contrats qui les lient à ces grandes entreprises et toutes ces PME ont elles aussi avoir recours massivement au chômage technique. Certaines vont même devoir mettre la clé sous la porte.

LE COMITE D'ENTREPRISE DE MICHELIN DE JOUE LES TOURS

35 %	SUD	3 délégués
32 %	CGT	2 délégués
13 %	CFTC	1 délégué
10 %	UNSA	
10 %	FO	

LE MENU POUR 2009

Il est prévu, pour l'ensemble de l'usine (environ 85%) 12 jours de chômage pour l'année 2009 et la prise d'une grande partie des congés sera imposée par la boîte (Ca commence avec 2 jours imposés au mois de janvier). Du 23 février au 8 mars, puis du 27 avril au 3 mai, les salariés devront déposer des congés annuels et subir en plus des jours chômés. Quelques jours supplémentaires tomberont au mois de mai (2 ou 3). L'usine fermera totalement du 3 au 16 août et du 28 décembre au 3 janvier 2010.

Ces premières prévisions seront suivies sans doute d'autres annonces. La direction de l'usine ne cache pas son scepticisme pour 2009...

Du côté des salariés, c'est plutôt le coup de massue ; « On aimerait bien organiser quelques chose, mais ce n'est pas facile. A l'usine de Roanne, SUD a fait un débrayage qui n'a été suivi que par 40 ouvriers sur les 1000 concernés... » précise Olivier Coutant. « Les collègues se voient déjà amputés d'une partie de leurs salaires, alors pour faire partir un mouvement... », poursuit-il.

Une expertise demandée.

A Joué les Tours, hormis la CGT, l'ensemble des organisations syndicales partagent ce constat. Au Comité d'Hygiène et de Sécurité, une expertise sur la situation financière a été demandée par SUD. En effet, la direction de Michelin renvoie tout à la crise pour expliquer les difficultés du moment. Or, les choses ne sont pas aussi simples, et là, comme ailleurs, les salariés peuvent se poser des questions quant aux stratégies industrielles mises en place. La crise a bon dos...

Il y a 10 ans, la tactique du groupe Michelin était de privilégier les usines « moyennes » et spécialisées sur tel ou tel type de produit. Aujourd'hui, on privilégie les gros pôles (ce qui explique les fermetures récentes d'usines à Poitiers, etc). « Par exemple, Tours et la Roche sur Yon, fabriquent des pneumatiques pour les poids lourds. A la Roche sur Yon, 500 salariés sont employés. Dans la stratégie actuelle, il y a une usine de trop... Il n'est pas sûr que l'Usine de La Roche sur Yon survive longtemps à ce contexte », souligne Olivier Coutant avant de poursuivre : « Parallèlement, depuis un an, un pôle employant 300 personnes à l'usine de Joué subit un dégraissage constant le vouant à une disparition programmée. Il y a 20 ans, à Joué les Tours, il y avait près de 4000 salariés. Aujourd'hui, il n'y a plus que 1350 CDI et les 200 intérimaires employés ont été remerciés. Idem pour les contrats professionnels ».

Derrière « ces mesures techniques de rééquilibrages des coûts », se cachent aussi des lendemains qui déchantent. Pour la direction de l'entreprise, l'usine de Joué n'est rentable (traduire : assez rentable pour donner un maximum de pèze aux actionnaires) que si « elle se sépare de 200 de ses collaborateurs »...

LE CHOMAGE TECHNIQUE : MODE D'EMPLOI

Les salariés en chômage technique (dit chômage partiel) reçoivent 50 % de leur salaire (sur la base minimum d'un SMIC. Le chômage partiel ne peut être mis en place que si cette réduction de la durée du travail est la conséquence de difficultés économiques passagères ou de circonstances exceptionnelles.

L'employeur doit donc après consultation des délégués du personnel, faire une demande d'indemnisation à la DDTEFP (Direction Départementale du travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle).

Si la demande est acceptée l'employeur paie l'allocation de chômage partiel aux salariés et est remboursé par l'Etat.

Le versement de l'allocation de chômage partiel est de 28 jours maximum, ensuite les salariés peuvent éventuellement être indemnisés par l'Assedic. Cette période ne peut dépasser alors 6 mois.

Fin 2008, 300 000 heures de chômage partiel étaient budgétisées par la DDTEFP d'Indre et Loire...